

MARCHE PUBLIC DE COORDINATION DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

N° 2025DPGPI720-CS

## 01f\_Cahier des Clauses Administratives Particulières

*Maître de l'ouvrage*

**Université de Lorraine**

*Objet du marché*

**Mission de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé pour la réhabilitation des ailes centrale, ouest et des amphithéâtres bâtiment UFR SHS sur le campus du Saulcy à Metz (57).**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
1.1 - OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
1.3 - MAITRISE D'ŒUVRE	4
1.4 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION	4
1.5 – CONTRÔLE TECHNIQUE	4
1.6 - DURÉE DU MARCHÉ	4
1.7 - MODE D'ATTRIBUTION DES TRAVAUX	4
<b>ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 : DÉTAIL DES ÉLÉMENTS DE MISSIONS</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 : DÉLAIS D'EXÉCUTION</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 : CONDITIONS D'EXÉCUTION DE LA MISSION</b>	<b>6</b>
5.1 - AUTORITÉ DU COORDONNATEUR SPS	6
5.2 - MOYENS DONNÉS AU COORDONNATEUR SPS	6
5.3 - CONDITIONS D'EXÉCUTION	8
<b>ARTICLE 6 : GARANTIES FINANCIÈRES</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 7 : PRIX DU MARCHÉ</b>	<b>9</b>
7.1 - CARACTÉRISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	9
7.2 - VARIATIONS DANS LES PRIX	9
<b>ARTICLE 8 : AVANCE</b>	<b>9</b>
8.1 - CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT	9
8.2 - GARANTIES FINANCIÈRES DE L'AVANCE	10
<b>ARTICLE 9 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>10</b>
9.1 - ACOMPTES ET PAIEMENT PARTIELS DÉFINITIFS	10
9.2 - PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	10
9.3 - DÉLAI DE PAIEMENT	11
<b>ARTICLE 10 : PÉNALITÉS DE RETARD</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 11 : DROIT DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 12 : ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES INTERVENTIONS</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 13 : RESILIATION DU MARCHÉ</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 14 : ASSURANCES</b>	<b>12</b>

<b>ARTICLE 15 : REGLEMENT DES LITIGES</b>	<b>12</b>
---	-----------

<b>ARTICLE 16 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES</b>	<b>12</b>
---	-----------

<b>ARTICLE 17 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. PRESTATIONS INTELLECTUELLES</b>	<b>12</b>
---	-----------

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

## Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

### 1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

**Mission de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé de niveau 1 pour la réhabilitation des ailes centrale, ouest et des amphithéâtres bâtiment UFR SHS sur le campus du Saulcy à Metz (57).**

Le présent marché a pour objet l'intervention du coordinateur de santé et de protection de la santé en application des articles L 4121-1 et suivants et articles L 4531-1 à L 4532-18 ; art. R 4532-1 à R 4533-7 du code du Travail. Dans le cadre d'une ou plusieurs interventions sur un ouvrage existant ou à construire, le maître d'ouvrage entre dans le champ réglementaire de la mission de coordination.

**Lieu(x) d'exécution :** Ile du Saulcy – Metz (57000)

### 1.2 - Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

### 1.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre ainsi que ses missions seront précisées ultérieurement au CSPS.

### 1.4 - Ordonnancement, Pilotage et coordination

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier sera assurée par un membre de l'équipe de maîtrise d'œuvre.

### 1.5 – Contrôle technique

Le maître de l'ouvrage sera assisté du contrôleur technique agréé dont le nom et les missions seront communiqués ultérieurement au coordonnateur.

### 1.6 - Durée du marché

La durée du marché est indiquée à l'Acte d'engagement

### 1.7 - Mode d'attribution des travaux

A titre indicatif, la dévolution des travaux est prévue par marchés séparés.

## Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) (pièce 01d\_AE)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) (pièce 01f\_CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (01e-CDPGF)
- Le mémoire justificatif du titulaire
- Le planning prévisionnel de l'opération (pièce 03\_Planning prévisionnel de l'opération)

### Article 3 : Détail des éléments de missions

Les missions confiées au coordonnateur sont :

#### Pour la phase conception :

- Ouverture du registre journal
- Visite du site
- Réunion avec Maîtrise d'Œuvre / Maître d'Ouvrage
- Déclaration préalable
- Analyse des pièces et dossiers du projet (APS/APD/PC /PRO/DCE)
- Organisation de la Coordination SPS avec la Maîtrise d'Œuvre
- Elaboration du PGC
- Constitution du DIUO initial

#### Pour la phase réalisation :

- Inspection commune avec les entreprises (Une inspection commune peut être conduite avec une entreprise ou plusieurs à la fois)
- Examen et harmonisation du PGC avec les PPSPS
- Adaptation du PGC
- Mise à jour de la déclaration préalable
- Participation aux réunions de mise au point Maîtrise d'Œuvre / OPC
- Participation aux réunions de chantier Maîtrise d'Œuvre / OPC
- Réunions de Coordination SPS avec les entreprises
- Visites périodiques du Coordonnateur SPS
- Visites inopinées du Coordonnateur SPS
- Projet de règlement CISSCT
- Présidence et animation du CISSCT
- Envoi du PV de réunion du CISSCT
- Suivi administratif (RJ, DIUO, courriers, divers, ....)

#### Pour la phase achèvement de la mission :

- Assistance aux réunions de réception de l'ouvrage
- Finalisation et remise du DIUO

### Article 4 : Délais d'exécution

Le coordonnateur est tenu d'accomplir les actes relevant de sa mission dans les délais précisés ci-après :

Type de documents	Délais d'établissement	Fait générateur
<b>PHASE 1 : Conception</b>		
1/Ouverture du registre journal	1 semaine	Notification du marché
2/Visite du site	immédiat	Notification du marché
3/Réunion avec maîtrise d'œuvre/M.Ouv	immédiat	Notification du marché
4/Déclaration préalable	1 semaine	Notification du marché
5/Analyse dossiers APS/APD/PC/PRO/DCE	1 semaine par phase	Réception des rapports
6/Elaboration du PGC	2 semaines	Réception PRO
7/Constitution du DIUO	1 semaine	Réception du DCE

<b>PHASE 2 : Réalisation</b>		
1/Inspection commune	immédiat	O.S démarrage travaux
2/Examen et harmonisation du PPSPS	2 semaines	Réunion de démarrage du chantier
3/Adaptation du PGC	1 semaine	Réception des PPSPS
4/Mise à jour déclaration préalable	1 semaine	Notification marchés de travaux
5/Participation réunions de chantier	/	Suivant avancement
6/Coordination SPS (visite chantier)	/	Suivant avancement
8/Consignation sur registre journal	immédiat	Suite passage sur chantier
9/Projet de règlement CISSCT	1 semaine	Démarrage de la phase execution
10/Envoi du PV de réunion du CISSCT	immédiat	Réunion concernée
<b>PHASE 3 : Achèvement de la mission</b>		
1/Finalisation et remise DIUO	3 semaines	Réception travaux

## Article 5 : Conditions d'exécution de la mission

### 5.1 - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre-journal de la Coordination (R.J.C.). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou une partie du chantier.

La notification de ces arrêts est consignée au Registre-journal de la Coordination. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur, sont également consignées dans le Registre-journal de la Coordination.

Tout différend entre le coordonnateur et l'un des intervenants cités à l'article 1 du présent document est soumis au Maître d'Ouvrage.

### 5.2 - Moyens donnés au coordonnateur SPS

#### A - Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre le cas échéant.

#### B - Obligations du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage communique au coordonnateur :

- avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux « Elément Avant-Projet » et « Elément Projet » ;
- le nom du ou des éventuels chefs d'établissement dont les activités interfèrent avec le chantier ;
- au fur et à mesure de leurs désignations, les noms et missions des intervenants mentionnés à l'article 1 du présent document ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier ;
- la décision de constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T.) ainsi que ses compléments éventuels.

Le maître d'ouvrage informe le coordonnateur des réunions qu'il organise auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

#### C - Dispositions prises par le Maître d'Ouvrage

- Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour faire communiquer au coordonnateur :
- avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux « Elément Avant-Projet » et « Elément Projet » ;
  - l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
  - tous les documents d'exécution des ouvrages ;
  - les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux, y compris les travaux de levées de réserves ;
  - l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
  - la copie des déclarations d'accidents de travail ;
  - par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
  - par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
  - par les entreprises, le nom de leurs représentant siégeant au Collège Interentreprises de Sécurité, de santé et des Conditions de Travail.

- Le maître d'ouvrage prend également toutes mesures pour que soit informé le coordonnateur :
- de toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre ou le responsable de l'Ordonnancement-Coordination-Pilotage du Chantier (O.P.C.) auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions ;
  - de l'intervention de toute entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » prévue par l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Il prend également toutes dispositions pour que le coordonnateur puisse se faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique ...) et en particulier :

- les mesures d'organisation générales du chantier envisagées par le maître d'œuvre en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- par les entreprises, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

### 5.3 - Conditions d'exécution

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de S.P.S. doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R. 4532-31 du Code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique comme coordonnateur. Ainsi, le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

A la demande du maître d'ouvrage, des suppléants ont pu être désignés par le titulaire dans son offre et acceptés par le maître d'ouvrage. Dans ce cas, le remplacement de la personne physique se fera par un simple échange de courrier entre le titulaire du marché et le maître de l'ouvrage. Dans le cas contraire, la nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage, par dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-PI, dans les conditions suivantes :

- le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-PI. Cette demande sera accompagnée de l'attestation de compétence de la nouvelle personne physique ;
- le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 10 jours pour agréer le nouveau coordonnateur. Passé ce délai, le remplaçant est réputé accepté par le maître d'ouvrage, sous réserve de l'application des articles R.4532-17 à 19 et R.4532-29 du Code du travail ;
- si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récuse également ce remplaçant la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39.1 e) du C.C.A.G.-PI.

Le coordonnateur, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigé ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 7 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la Protection de la santé des Travailleurs.

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier. En tout état de cause, il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission. A la fin de chaque mois, il remet au maître d'ouvrage un compte rendu d'avancement de l'exécution de sa mission.

Dès l'ouverture du chantier ou à la signature du marché (R. 4532-11 à 16 du Code du travail) un exemplaire du Registre Journal de la Coordination et du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être consultables à une adresse fournie le CSPS.

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.



## **Article 6 : Garanties financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **Article 7 : Prix du marché**

### 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 7.2 - Variations dans les prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 soit février 2025.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donné par la formule :

$$C = I_m/I_o$$

dans laquelle  $I_m$  et  $I_o$  sont les valeurs prises par l'index ingénierie respectivement au mois m0 (mois d'origine) et au mois m (mois de révision).

Ce mois « m » est déterminé comme suit : Index du mois au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est facturable

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procédera à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

## **Article 8 : Avance**

### 8.1 - Conditions de versement et de remboursement

L'option B de l'article 11 du CCAG PI est retenu. Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % ou à 30% lorsqu'il s'agit d'une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est calculé dans les conditions de l'article R2191-7.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

**Nota :** Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.

#### 8.2 - Garanties financières de l'avance

Sans objet.

### **Article 9 : Modalités de règlement des comptes**

#### 9.1 - Acomptes et paiement partiels définitifs

Pendant la période de conception, le règlement des sommes dues au contrôleur technique fera l'objet d'acomptes en fonction des phases d'intervention définies à l'article 5 du présent document.

Pendant la période d'exécution, l'intervalle entre deux acomptes successifs sera égal à 1 mois. Le montant de chaque acompte sera déterminé par le pouvoir adjudicateur sur la base d'un échéancier et d'un mémoire produit par le contrôleur technique et conformément à la répartition des honoraires définie en annexe du marché.

L'acompte correspond au montant des sommes dues au contrôleur technique pour l'intervalle compris entre deux mémoires successifs. En cas d'actualisation il est produit par le coefficient d'actualisation défini à l'article 9.2 de ce montant évalué en prix de base qui comprend l'évaluation du montant, en prix de base, de la fraction de la rémunération initiale à régler, compte tenu des interventions effectuées.

Pour le versement du solde, le contrôleur technique adressera son projet de décompte à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement.

#### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du C.C.A.G.-P.I.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le Maître d'Ouvrage de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

L'utilisation de ce portail nécessite la création d'un compte gratuit par le Maître d'Œuvre afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Les codes obligatoires à renseigner afin d'envoyer une facture à l'attention de l'Université de Lorraine via CHORUS PRO sont :

SIRET de l'Université de Lorraine : 130 015 506 00012

CODE SERVICE obligatoire : UL1AVECEJ

Numéro d'Engagement juridique (EJ) obligatoire : numéro de bon de commande (4500 suivi de 6 chiffres).

### 9.3 - Délai de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

### **Article 10 : Pénalités de retard**

Concernant les pénalités journalières, le titulaire subira, par jour de retard dans la remise des documents, une pénalité journalière de 100,00 Euros pendant 5 jours, puis 200,00 Euros au-delà.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité, quel que soit le montant total de celles-ci.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant HT du marché.

### **Article 11 : Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire telle que définie au C.C.A.G.-P.I.

### **Article 12 : Arrêt de l'exécution des interventions**

En application de l'article 22 du C.C.A.G.-P.I. le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque phase d'intervention du CSPS définie au présent C.C.A.P.

### **Article 13 : Résiliation du marché**

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 36 à 42 inclus du C.C.A.G.-P.I.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas de non renouvellement ou de perte de l'agrément du CSPS portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue à l'article 3.4.3 emporte résiliation du marché sans indemnité.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés dans les articles R2143-6 à R2143-12 et R2143-16 du Code de la Commande Publique il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

#### **Article 14 : Assurances**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité obligatoire en application de l'article L.241-1 du Code des assurances.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

#### **Article 15 : Règlement des litiges**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif Tribunal Administratif de Nancy est compétent en la matière.

#### **Article 16 : Clauses complémentaires**

Sans objet.

#### **Article 17 : Dérogations au C.C.A.G. Prestations Intellectuelles**

Les dérogations aux C.C.A.G.-Prestations Intellectuelles, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

L'article 10 déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

Signature du pouvoir adjudicateur

Signature titulaire